

## SYNTHESE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017 DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CHER

Annexe produite dans le cadre de l'article L. 3313-1 du Code général des collectivités territoriales :

*« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe [...] au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. »*

Le compte administratif 2017 du Conseil départemental du Cher confirme le changement de cap opéré depuis avril 2015. Des efforts durables en fonctionnement continuent à être réalisés malgré la baisse des dotations de l'État et l'augmentation du reste à charge des allocations individuelles de solidarité :

- la baisse continue des ressources institutionnelles, et notamment de la dotation globale de fonctionnement de l'État (60,7 M€ en 2017 contre 65,6 M€ en 2016 soit - 8 %), destinée à contribuer à la réduction des déficits publics. L'impact sur l'année 2017 de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) s'élève à 16,4 M€ sur la dotation globale de fonctionnement ;
- un poids des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) toujours conséquent (101,11 M€ en 2017 contre 97,86 M€ en 2016 soit + 3 %). Quant au taux de couverture global, il traduit un désengagement constant de l'État, passant de 55 % à 50 % entre 2012 et 2017.

Malgré ces efforts de gestion, le spectre de l'effet ciseau commence à réapparaître entre 2016 et 2017 : en effet, les recettes sont moins dynamiques et leur légère hausse ne compense pas les pertes des ressources institutionnelles de la part de l'État. La diminution des dépenses de fonctionnement, conséquence d'une politique volontariste et rigoureuse ne permet pas d'endiguer et de compenser ces baisses drastiques de recettes.

- une légère hausse de recettes de 1,99 M€ soit + 0,5% par rapport à 2016 :

Recettes <sup>1</sup>	2016	2017	2017/2016
Fonctionnement	349,90	347,72	- 0,6 %
Investissement	35,98	40,15	+ 12 %
<b>TOTAL</b>	<b>385,88</b>	<b>387,87</b>	<b>+ 0,5%</b>

<sup>1</sup> Mouvements réels, hors opérations d'aménagement de la dette et affectation des résultats.

- une légère baisse des dépenses de 2,45 M€ soit - 0,6 % par rapport à 2016 :

Dépenses <sup>1</sup>	2016	2017	2017/2016
Fonctionnement	318,66	316,20	- 0,8 %
Investissement	64,14	64,16	+ 0,03 %
<b>TOTAL</b>	<b>382,81</b>	<b>380,36</b>	<b>- 0,6%</b>

Le compte administratif 2017 se solde par un excédent brut excédentaire cumulé de clôture de 23,8 M€ qui est en exacte conformité avec celui du compte de gestion établi par le payeur départemental avec une combinaison :

- du résultat de l'exercice 2017 qui est de 5 349 912,58 € (2,91 M€ en 2016) ;
- de la reprise du résultat antérieur qui est de 18 452 041,96 €.

L'ensemble des réalisations 2017 s'établit ainsi :

### Présentation générale par section

Sections	Recettes (en €)	Dépenses (en €)	Résultats (en €)
<u>Section de fonctionnement</u>			
Mouvements réels 2017	347 722 805,65	316 204 325,26	
Excédent 2016 reporté	17 731 162,60		
Mouvements d'ordre	27 992 013,76	28 385 631,35	
<b>Total</b>	<b>393 445 982,01</b>	<b>344 589 956,61</b>	<b>48 856 025,40</b>
<u>Section d'investissement</u>			
Mouvements réels 2017	58 582 307,28	84 750 875,09	
Affectation du résultat 2016 reporté	28 403 054,18		
Mouvements d'ordre	36 041 203,21	35 647 585,62	
<b>Total</b>	<b>123 026 564,67</b>	<b>148 080 635,53</b>	<b>- 25 054 070,86</b>
		<b>Résultat cumulé de clôture</b>	<b>23 801 954,54</b>

### Récapitulatif général par nature de mouvements

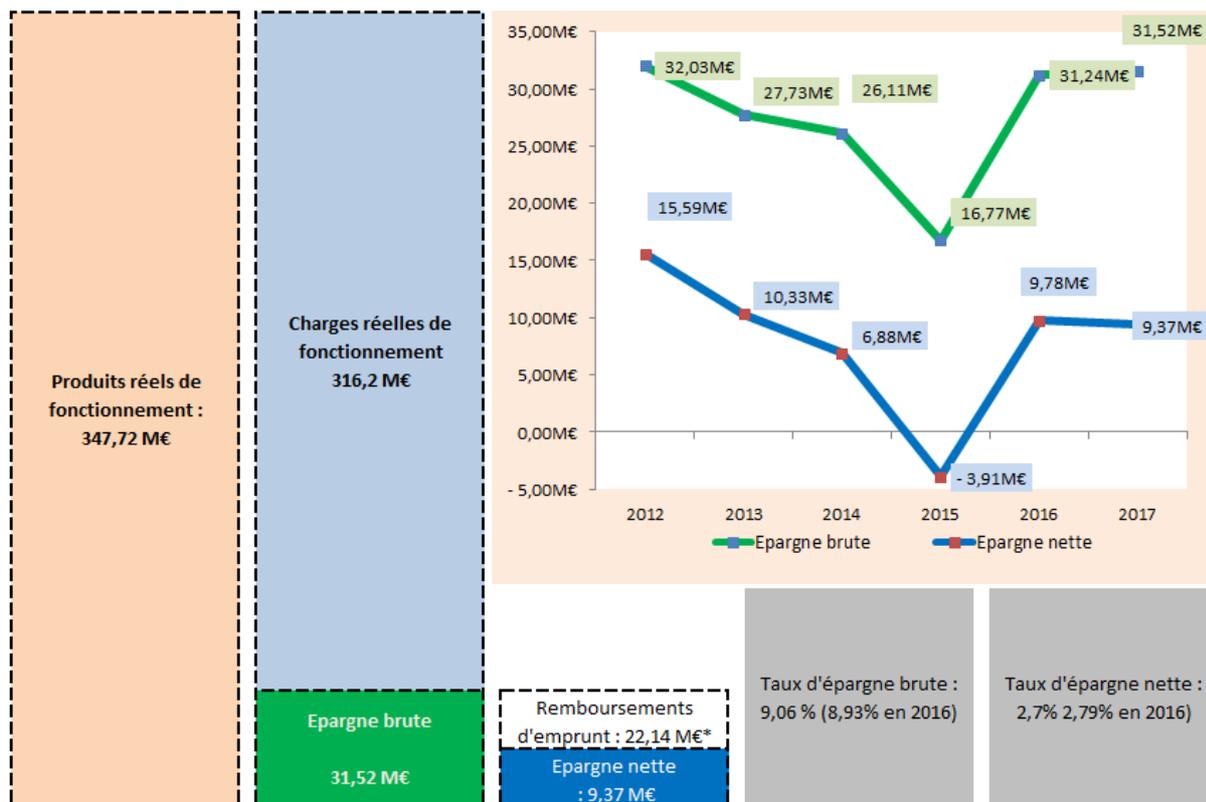
	Recettes (en €)	Dépenses (en €)	Résultats (en €)
Mouvements réels	406 305 112,93	400 955 200,35	5 349 912,58
Reprise des résultats	46 134 216,78	27 682 174,82	18 452 041,96
Mouvements d'ordre	64 033 216,97	64 033 216,97	
		<b>Résultat cumulé de clôture</b>	<b>23 801 954,54</b>

Pour preuve, le niveau des dépenses et des recettes évolue sur la section de fonctionnement comme suit :



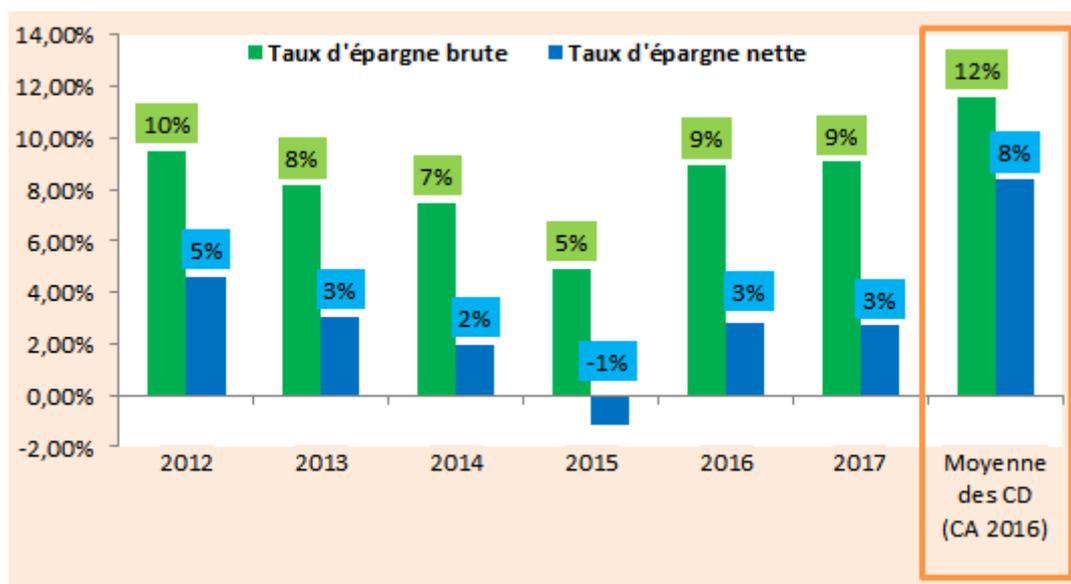
Une lisibilité accrue grâce au pilotage par l'épargne permet d'apprécier l'amélioration de la santé financière de la collectivité :

- **L'épargne brute**, qui permet d'apprécier la santé financière d'une collectivité, en exprimant la part des ressources courantes disponibles pour rembourser la dette et pour investir, évolue très légèrement à la hausse entre 2016 et 2017 (soit + 0,28 M€). Les évolutions de la section de fonctionnement viennent expliquer cette nette amélioration de la situation financière.

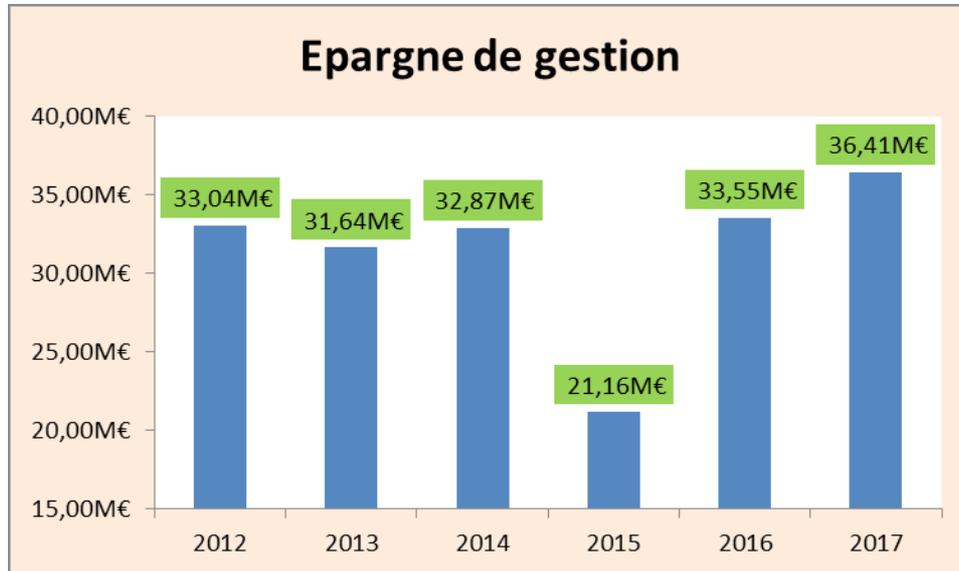


\* Les remboursements d'emprunt inclut les mouvements sur le 1641 (dépenses) mais aussi le solde du compte 16449 intégrant une baisse de plafond

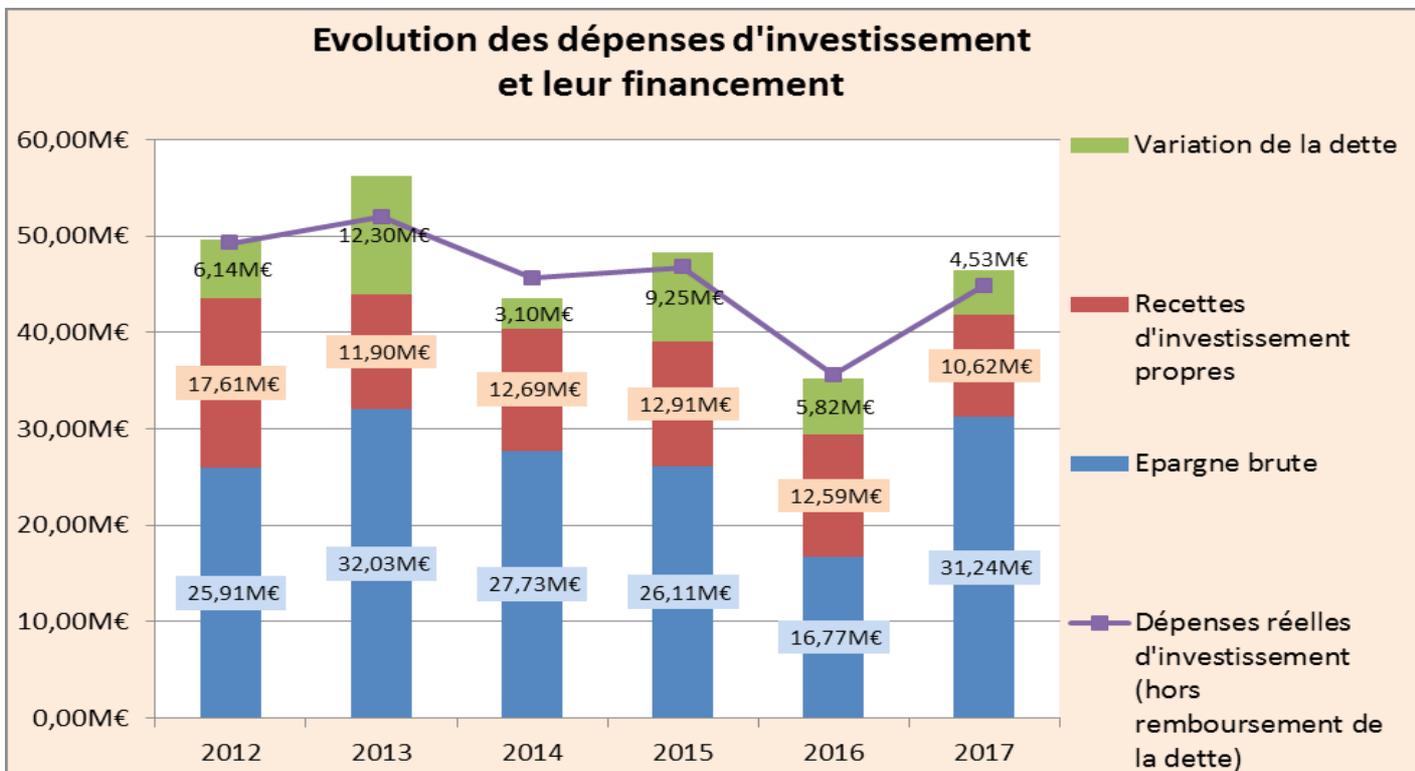
- **L'épargne nette**, qui correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette, diminue de - 0,41M€.
- **Le ratio d'épargne brute** sur les recettes réelles de fonctionnement, qui mesure la solvabilité de la collectivité, est stable par rapport à 2016 (9 %).
- Le **taux d'épargne nette** s'établit à 3 % pour le Département.



- **L'épargne de gestion**, qui correspond à la différence entre les recettes et les dépenses courantes de fonctionnement et à la réelle capacité d'autofinancement de la collectivité, atteint 36,41 M€ en 2017 après avoir subi une dégradation forte en 2015, soit le plus haut niveau observé depuis 2011 et ce malgré la CRFP.



Cette évolution à la hausse de l'épargne a ainsi permis dès 2016 d'augmenter de manière importante les dépenses d'investissement, indispensables à la vitalité et à l'attractivité du Département et de respecter un plan pluriannuel d'investissement en adéquation avec les capacités financières de la collectivité.

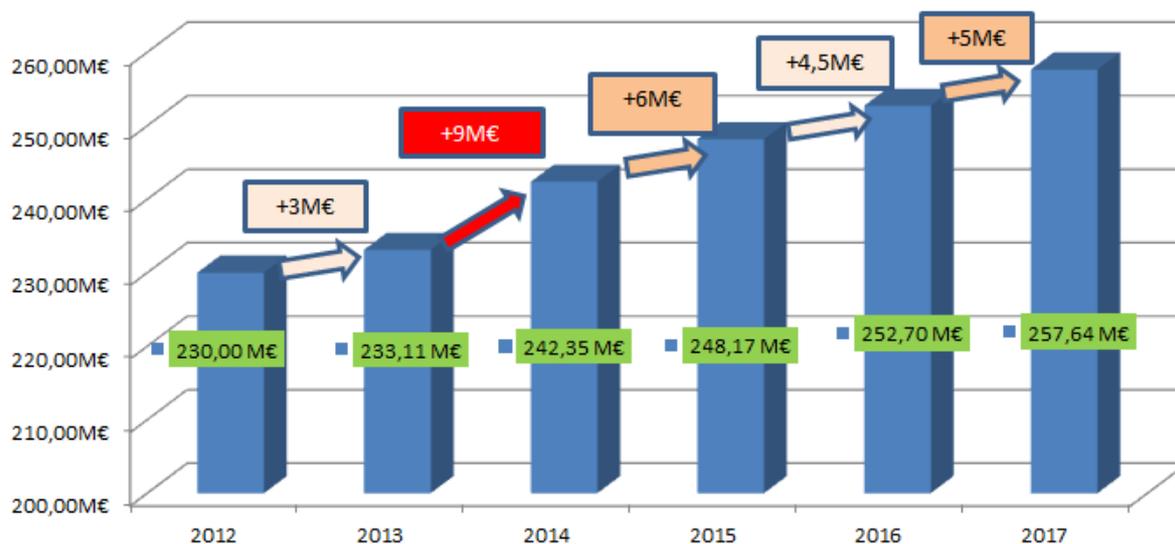


Ainsi, pour résumer l'évolution de la gestion du budget de la collectivité, les grandes masses financières en recettes et dépenses sur les sections de fonctionnement et d'investissement, sont détaillées comme suit :

En milliers d'euros	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Recettes de fonctionnement (1)</b>	336 637	339 760	348 602	340 055	349 905	347 723
Contributions directes	89 546	91 172	94 937	96 776	95 733	86 712
Autres contributions directes	67 217	64 873	67 955	69 119	74 756	75 526
Ressources institutionnelles	93 607	92 660	90 227	84 478	79 493	73 067
Fiscalité reversée	10 262	8 980	20 356	20 233	22 002	22 409
Financement spécifique AIS	46 608	48 932	48 359	47 175	51 787	51 207
Autres ressources (hors excédent)	29 397	33 143	26 767	22 274	26 134	38 801
<b>Dépenses de fonctionnement (2)</b>	304 603	312 029	322 492	323 284	318 664	316 204
Les dépenses sociales	164 228	168 564	173 733	177 693	179 525	183 016
<i>dont les AIS</i>	84 162	88 225	93 512	97 282	97 862	101 109
<i>dont les frais d'hébergement PA et PH</i>	37 817	40 257	40 624	41 406	42 093	41 896
<i>dont les autres dépenses sociales</i>	42 250	40 083	39 597	39 006	39 569	40 011
Les dépenses de personnel	71 462	75 469	76 025	76 734	72 065	71 312
Les dépenses courantes	6 357	6 664	6 651	5 605	6 093	5 646
Les charges financières	5 800	6 569	6 435	6 386	5 885	5 802
Les dépenses d'intervention	54 264	54 135	56 144	54 911	52 890	46 8790
Les autres dépenses	2 492	628	3 504	1 955	2 206	3 548
EPARGNE BRUTE (A) = (1) - (2)	32 034	27 731	26 110	16 771	31 240	31 518
Taux d'épargne brute	9,5%	8,2%	7,5%	4,9%	8,9%	9,1%
<b>Recettes d'investissement (3)</b>	11 903	12 690	12 912	12 586	10 617	14 146
Subventions d'équipement reçues	3 449	3 743	4 139	3 500	2 235	5 479
FCTVA-DGE-DDEC - Amendes radar	7 700	7 747	7 501	7 183	6 775	7 730
Autres (hors emprunt et excédent)	754	1 200	1 272	1 903	1 606	937
<b>RESSOURCES PROPRES DISPONIBLES POUR INVESTIR</b>	43 937	40 421	39 022	29 357	41 858	45 664
<b>Dépenses d'investissement (hors dette) (4)</b>	51 927	45 628	46 729	35 555	44 791	44 170
Subventions d'équipement versées	22 642	16 672	16 307	10 399	11 817	10 092
Dépenses d'équipement directes	28 695	27 627	28 675	23 794	32 328	33 662
Autres dépenses d'investissement	589	1 328	1 747	1 362	646	416
Remboursement du capital de la dette (B)	16 443	17 397	19 234	20 679	21 462	22 144
Total des dépenses d'investissement	68 370	63 025	65 963	56 234	66 253	66 314
Besoin de financement (C) = (4) -(3)	40 023	32 938	33 817	22 969	34 174	30 024
Besoin d'emprunt (C) - (A) + (B)	24 433	22 604	26 941	26 877	24 396	20 650
Emprunts mobilisés	28 741	20 500	28 480	26 497	25 995	26 000
Encours de dette au 31 décembre	230 004	233 106	242 352	248 170	252 703	257 638
Encours de dette au 31/12 /épargne brute	7,2	8,4	9,3	14,8	8,1	8,2

Le Département a, par ailleurs, débuté un travail sur la gestion rigoureuse de la dette. La capacité de désendettement a dès lors chuté de 14,8 ans en 2015 à 8,2 en 2017 et l'augmentation du stock de la dette a été contenue pour atteindre 257,64 M€ d'encours sur 2017.

### Encours de dette au 31 décembre 2017



L'endettement constant du Département, qui permet d'assurer le financement des projets d'investissements dans le cadre du respect des opérations inscrites au Plan Pluriannuel d'Investissement, a généré un remboursement croissant de la dette en capital du Département de 22,14 M€ en 2017 contre 21,46 M€ en 2016.

Toutefois, les marges de manœuvre du Département se sont redressées depuis 2016 et permettent d'avoir un autofinancement brut (31,52 M€ en 2017 contre 31,24 M€ en 2016 et 16,77 M€ en 2015) qui redevient supérieur au remboursement en capital de la dette.

Le volume d'emprunt a été stabilisé en 2017 à 26 M€, soit un niveau similaire à 2016 (26 M€) et à 2015 (26,5 M€), pour assurer le respect des projets et opérations inscrits au Plan Pluriannuel d'Investissement.

### Au niveau des Budgets annexes

Outre le budget principal, le Conseil départemental du Cher dispose de 4 budgets annexes, dont les résultats sur 2016 sont les suivants :

- Le **Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille**, qui présente un résultat de l'exercice :
  - En fonctionnement de 231 857,43 €
  - En investissement de 45 927,87 €.
  
- Le **Laboratoire Départemental d'Analyses 18**, qui présente, toutes sections confondues, un résultat en 2017 de 0 € et un résultat cumulé de - 455,61 €.

- Le **Centre Fonctionnel de la Route**, qui présente un solde déficitaire en 2017, toutes sections confondues de - 1 329 546,17 € et un résultat cumulé de 6 900,17 €.
  
- Le **Transport Interurbain** qui réalise quant à lui un déficit pour l'exercice 2017 de - 15 494,71 € et un résultat cumulé de - 15494,71 €.